

Art. 3. § 1^{er}. Aucune somme ne sera versée à l'ASBL « Musée de l'Europe » avant la signature du protocole d'accord réglant les modalités d'exécution et de collaboration dans le cadre des travaux faisant l'objet de la présente subvention.

§ 2. Les travaux, fournitures et services faisant l'objet de la présente subvention seront exécutés à charge du budget de l'ASBL « Musée de l'Europe » qui effectuera les paiements sur ses fonds propres et sur les subventions.

§ 3. La subvention visée à l'article 1^{er} sera payée à l'ASBL « Musée de l'Europe » en plusieurs tranches variables en fonction de l'état d'avancement des travaux à réaliser, et ceci selon les conditions d'ordonnement qui seront définies dans le protocole d'accord mentionné au § 1^{er}. Le paiement des différentes tranches peut si nécessaire s'étaler sur plusieurs années.

La libération de chacune des tranches précitées de la subvention doit être expressément demandée par l'ASBL « Musée de l'Europe » par le biais de déclarations de créance établies en trois exemplaires, datées et signées.

§ 4. La Direction Infrastructure de Transport du Service Public Fédéral Mobilité et Transports, rue du Gouvernement Provisoire, 9-15 à 1000 Bruxelles, se charge du traitement administratif. Toute la correspondance relative au traitement administratif dans le cadre du présent arrêté est envoyée à l'adresse précitée.

Art. 4. Notre Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 février 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice
Mme L. ONKELINX

Art. 3. § 1. Er zal geen enkel bedrag worden gestort aan de VZW « Musée de l'Europe » vóór de ondertekening van het protocolakkoord dat de uitvoerings-modaliteiten en de samenwerking regelt in het kader van de werken die het voorwerp uitmaken van de onderhavige subsidie.

§ 2. De werken, de leveringen en de diensten die het voorwerp uitmaken van deze subsidie zullen worden uitgevoerd ten laste van het budget van de VZW « Musée de l'Europe », die de betalingen zal uitvoeren met haar eigen gelden en met de subsidies.

§ 3. De in artikel 1 bedoelde subsidie zal aan de VZW « Musée de l'Europe » worden betaald in meerdere variabele schijven in functie van de vorderingsstaat van de uit te voeren werken, en dit volgens de ordonnanceringsvoorwaarden die vastgelegd zijn in het in § 1 vermelde protocolakkoord. De betaling van de verschillende schijven kan indien nodig over meerdere jaren worden verspreid.

De vrijgave van elke voornoemde schijf van de subsidie moet uitdrukkelijk door de VZW « Musée de l'Europe » worden aangevraagd door middel van in drievoud opgemaakte, gedateerde en ondertekende schuldvorderingsverklaringen.

§ 4. De Directie Vervoerinfrastructuur van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer, Voorlopig Bewindstraat nr. 9-15, te 1000 Brussel, staat in voor de administratieve behandeling. Alle briefwisseling met betrekking tot de administratieve behandeling in het kader van dit besluit wordt naar het voornoemde adres gestuurd.

Art. 4. Onze Vice Eerste Minister en Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 februari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie
Mevr. L. ONKELINX

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2007 — 1292

[S - C - 2007/14100]

13 MARS 2007. — Arrêté royal portant exécution des articles 6, 7 et 8 de l'arrêté royal du 28 décembre 2005 relatif à la reprise des obligations de pension de la S.N.C.B. Holding par l'Etat belge

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme du 27 décembre 2005, notamment les articles 159 à 161;

Vu l'arrêté royal du 28 décembre 2005 relatif à la reprise des obligations de pension de la S.N.C.B. Holding par l'Etat belge, notamment les articles 6, 7 et 8;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 novembre 2006;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 9 novembre 2006;

Vu l'avis 41.787/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 décembre 2006, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions et de Notre Secrétaire d'Etat des Entreprises publiques et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o "l'arrêté royal" : l'arrêté royal du 28 décembre 2005 relatif à la reprise des obligations de pension de la S.N.C.B. Holding par l'Etat belge;

2^o "S.N.C.B. Holding" : la société anonyme de droit public S.N.C.B. Holding telle que visée à l'article 1^{er} de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2007 — 1292

[S - C - 2007/14100]

13 MAART 2007. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van artikelen 6, 7 en 8 van het koninklijk besluit van 28 december 2005 betreffende de overname van de pensioenverplichtingen van de N.M.B.S. Holding door de Belgische Staat

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmawet van 27 december 2005, inzonderheid op de artikelen 159 tot 161;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 december 2005 betreffende de overname van de pensioenverplichtingen van de N.M.B.S. Holding door de Belgische Staat, inzonderheid op artikelen 6, 7 en 8;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 november 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 9 november 2006;

Gelet op advies 41.78714 van de Raad van State gegeven op 20 december 2006, met toepassing van artikel 84, § 1, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordracht van Onze Minister van Pensioenen en Onze Staatssecretaris van Overheidsbedrijven en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o "het koninklijk besluit" : het koninklijk besluit van 28 december 2005 betreffende de overname van de pensioenverplichtingen van de N.M.B.S. Holding door de Belgische Staat;

2^o "N.M.B.S. Holding" : de naamloze vennootschap van publiek recht N.M.B.S. zoals bedoeld in artikel 1 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige overheidsbedrijven;

3° "le SdPSP" : le Service des Pensions du Secteur Public visé à l'article 3 de la Loi du 12 janvier 2006 portant création du "Service des Pensions du Secteur Public";

4° "un paiement de compensation" : un paiement dû conformément aux dispositions de l'article 7 ou 8 de l'arrêté.

Art. 2. Les cotisations personnelles et patronales visées à l'article 5 de l'arrêté royal sont payées conformément à une procédure similaire à celle prévue à l'article 61bis de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions.

Art. 3. § 1^{er}. Dans l'hypothèse visée à l'article 7, de l'arrêté royal, la S.N.C.B. Holding informe le SdPSP de tout nouveau régime de congé préalable à la retraite introduit au profit du personnel statutaire de la S.N.C.B. Holding. Cette information intervient dans le mois de l'adoption de cette nouvelle forme de congé préalable à la retraite.

Les cotisations patronales visées à l'article 7 de l'arrêté royal sont payées conformément à une procédure similaire à celle prévue à l'article 61bis de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension.

§ 2. Si la S.N.C.B. Holding a versé des cotisations patronales conformément à l'article 7, de l'arrêté royal pour des périodes de congé préalable à la retraite qui ne sont pas prises en compte pour le calcul de la pension de retraite, le SdPSP est tenu d'effectuer un paiement de compensation à la S.N.C.B. Holding. Le paiement de compensation correspond au montant des cotisations patronales versées par la S.N.C.B. Holding pour les périodes de congé préalable à la retraite qui ne sont pas prises en compte pour le calcul de la pension de retraite, majorés d'intérêts de retard sur les cotisations patronales précitées. Ces intérêts de retard sont calculés à partir de la date de versement des cotisations indues et jusqu'à la date de prise de cours de la pension. Le taux de ces intérêts de retard est à tout moment égal au taux d'intérêt interbancaire EURIBOR à trois mois.

§ 3. Le paiement de compensation doit parvenir à la S.N.C.B. Holding le 31 décembre et est afférent aux pensions de retraite dont le premier paiement a été effectué dans la période qui s'étend du 18 novembre de l'année précédant la date du paiement de compensation au 31 octobre de l'année de la date du paiement de compensation.

La S.N.C.B. Holding communique au SdPSP au plus tard un mois avant la date du paiement de compensation le détail précis du calcul de son montant.

Le SdPSP notifie son accord sur ce montant à la SNCB Holding au plus tard à la date du paiement de compensation.

§ 4. Si le SdPSP reste en défaut de satisfaire aux obligations prévues au paragraphe 3, le SdPSP est redevable de plein droit envers la S.N.C.B. Holding d'intérêts de retard sur les sommes non versées. Ces intérêts, dont le taux est à tout moment égal au taux d'intérêt légal tel que fixé en application de la loi du 5 mai 1865 relative au prêt à intérêt, commencent à courir le jour qui suit la date ultime du paiement de compensation telle que définie au paragraphe 3.

Art. 4. § 1^{er}. Dans l'hypothèse où la SNCB Holding est tenue d'effectuer un paiement de compensation conformément aux dispositions de l'article 8, § 2, de l'arrêté royal, la S.N.C.B. Holding informe le SdPSP des modifications apportées au Statut du personnel entraînant une majoration des pensions de retraite en application de l'article 12 de la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraite et de survie des agents du secteur public. Cette information intervient dans le mois de l'adoption de la modification.

La S.N.C.B. Holding communique au SdPSP le montant dû en application de l'article 8, § 2, de l'arrêté royal, ainsi que le détail précis du calcul de ce montant. Cette information intervient dans les trois mois qui suivent le premier paiement effectif de la majoration de pension aux bénéficiaires.

3° "de PDOS" : de Pensioendienst voor de overheidssector bedoeld in artikel 3 van de wet van 12 januari 2006 tot oprichting van "de Pensioendienst voor de overheidssector";

4° "een compensatiebetaling" : een betaling verschuldigd overeenkomstig de bepalingen van artikel 7 of 8 van het besluit.

Art. 2. De persoonlijke en patronale bijdragen bedoeld in artikel 5 van het koninklijk besluit worden betaald overeenkomstig een procedure gelijkaardig aan deze voorzien in artikel 61 bis van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen ter harmonisering van de pensioenwetgeving.

Art. 3. § 1. In het geval bedoeld in artikel 7, van het koninklijk besluit, brengt N.M.B.S. Holding de PDOS op de hoogte van elke nieuwe regeling van verlof voorafgaand aan de pensionering ingevoerd ten voordele van het statutair personeel van N.M.B.S. Holding. Deze mededeling vindt plaats binnen de maand na de aanneming van deze nieuwe vorm van verlof voorafgaandelijk aan de pensionering.

De patronale bijdragen bedoeld in artikel 7 van het koninklijk besluit worden betaald overeenkomstig een procedure gelijkaardig aan deze voorzien in artikel 61bis van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen ter harmonisering van de pensioenwetgeving.

§ 2. Indien N.M.B.S. Holding patronale bijdragen heeft gestort overeenkomstig artikel 7 van het koninklijk besluit voor perioden van verlof voorafgaandelijk aan de pensionering die niet in aanmerking genomen zijn voor de berekening van het rustpensioen, is de PDOS gehouden een compensatiebetaling te verrichten aan N.M.B.S. Holding. De compensatiebetaling komt overeen met het bedrag van de patronale bijdragen door N.M.B.S. Holding gestort voor de perioden van verlof voorafgaandelijk aan de pensionering die niet in aanmerking genomen zijn voor de berekening van het rustpensioen vermeerderd met de nalatigheidsinteressen op voormelde patronale bijdragen. Deze nalatigheidsinteressen worden berekend vanaf de datum van de storting van de onverschuldigde bijdragen tot de datum waarop het pensioen ingaat. Het percentage van deze nalatigheidsinteressen is op elk ogenblik gelijk aan de interbancaire rentevoet EURIBOR op 3 maanden.

§ 3. De compensatiebetaling moet toekomen bij N.M.B.S. Holding op 31 december en heeft betrekking op de rustpensioenen waarvan de eerste betaling verricht werd in de periode die loopt van 1 november van het jaar dat voorafgaat aan de datum van de compensatiebetaling tot 31 oktober van het jaar van de datum van de compensatiebetaling.

De N.M.B.S. Holding deelt ten laatste een maand voor de datum van de compensatiebetaling het nauwkeurige detail mee van de berekening van het bedrag.

De PDOS geeft haar akkoord met het bedrag ter kennis ten laatste op de datum van de compensatiebetaling.

§ 4. Indien de PDOS in gebreke blijft te voldoen aan de verplichtingen bepaald in paragraaf 3, is de PDOS van rechtswege nalatigheidsinteressen op de niet-gestorte sommen verschuldigd aan N.M.B.S. Holding. Deze intresten, waarvan het percentage op elk ogenblik gelijk is aan de wettelijke intrestvoet zoals vastgesteld in toepassing van de wet van 5 mei 1865 betreffende de lening tegen intrest, beginnen te lopen vanaf de dag die volgt op de uiterste datum van de compensatiebetaling zoals bepaald in paragraaf 3.

Art. 4. § 1. In het geval de N.M.B.S. Holding gehouden is een compensatiebetaling te verrichten overeenkomstig de bepalingen van artikel 8, § 2, van het koninklijk besluit, brengt N.M.B.S. Holding de PDOS op de hoogte van elke wijziging die aangebracht wordt aan het Statuut van het Personeel die een verhoging van de rustpensioenen tot gevolg heeft met toepassing van artikel 12 van de wet van 9 juli 1969 tot wijziging en aanvulling van de wetgeving betreffende de rust- en overlevingspensioenen van het personeel van de openbare sector. Deze mededeling vindt plaats binnen de maand na de aanneming van de wijziging.

De N.M.B.S. Holding deelt aan de PDOS het bedrag van de compensatiebetaling mee dat verschuldigd is met toepassing van artikel 8, § 2, van het koninklijk besluit, alsook de nauwkeurige details van de berekening van dit bedrag. Deze kennisgeving vindt plaats binnen de drie maanden volgend op de eerste daadwerkelijke betaling van de pensioensverhoging aan de begunstigten.

Le SdPSP notifie à la SNCB Holding son accord sur le montant du paiement de compensation précité, dans le mois qui suit la transmission de l'information visée à l'alinéa 2 du présent paragraphe.

Le paiement de compensation devra parvenir au SdPSP dans les 3 mois qui suivent la notification visée à l'alinéa précédent.

§ 2. Si la S.N.C.B. Holding reste en défaut de satisfaire aux obligations prévues au § 1^{er} du présent article, la S.N.C.B. Holding est redevable de plein droit envers le SdPSP d'intérêts de retard sur les sommes non versées. Ces intérêts, dont le taux est à tout moment égal au taux d'intérêt légal tel que fixé en application de la loi du 5 mai 1865 relative au prêt à intérêt, commencent à courir le jour qui suit la date ultime de paiement telle que définie au § 1^{er}. Si la S.N.C.B. Holding apporte la preuve de circonstances exceptionnelles justificatives du défaut du versement du paiement de compensation dans le délai prévu, le Ministre des Pensions peut accorder une dispense du paiement des intérêts de retard précités. La demande de dispense doit parvenir au Ministre des Pensions dans le mois qui suit le jour où la S.N.C.B. Holding a été informée par le SdPSP du fait qu'elle est restée en défaut de satisfaire aux obligations précitées.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2007.

Art. 6. Notre Ministre des Pensions et Notre Secrétaire d'Etat des Entreprises publiques sont, chacun, en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 mars 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre des Pensions,
B. TOBBACK

Le secrétaire d'état aux entreprises publiques,
B. TUYBENS

De PDOS geeft haar akkoord met het bedrag van voormelde compensatiebetaling ter kennis aan de N.M.B.S. Holding binnen de maand volgend op de mededeling bedoeld in het tweede lid van deze paragraaf.

De compensatiebetaling zal moeten toekomen bij de PDOS binnen de 3 maanden die volgen op de kennisgeving bedoeld in het vorige lid.

§ 2. Indien N.M.B.S. Holding niet voldoet aan de verplichtingen bepaald in § 1 van dit artikel, is N.M.B.S. Holding van rechtswege nalatigheidsintresten op de niet-gestorte sommen verschuldigd aan de PDOS. Deze intresten, waarvan het percentage op elk ogenblik gelijk is aan de wettelijke intrestvoet zoals vastgesteld met toepassing van de wet van 5 mei 1865 betreffende de lening tegen intrest, beginnen te lopen vanaf de dag die volgt op de uiterste datum van betaling zoals bepaald in § 1. Indien N.M.B.S. Holding het bewijs levert dat het niet-storten van de compensatiebetaling binnen de bepaalde termijn toe te schrijven is aan uitzonderlijke omstandigheden, kan de Minister van Pensioenen een vrijstelling verlenen voor de betaling van voormelde nalatigheidsintresten. De aanvraag tot vrijstelling moet bij de Minister van Pensioenen toekomen binnen de maand die volgt op de dag waarop N.M.B.S. Holding door de PDOS op de hoogte werd gebracht van het feit dat ze in gebreke is gebleven te voldoen aan de voormelde verplichtingen.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van op 1 januari 2007.

Art. 6. Onze Minister van Pensioenen en Onze Staatssecretaris van Overheidsbedrijven zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 maart 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting en van Consumentenzaken,
F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Pensioenen,
B. TOBBACK

De Staatssecretaris van Overheidsbedrijven,
B. TUYBENS

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2007 — 1293

[S - C - 2007/14099]

13 MARS 2007. — Arrêté royal portant exécution demi l'article 8 de l'arrêté royal du 28 décembre 2005 relatif à la reprise des obligations de pension de la S.N.C.B. Holding par l'Etat belge

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme du 27 décembre 2005, notamment les articles 159 à 161;

Vu l'arrêté royal du 28 décembre 2005 relatif à la reprise des obligations de pension de la S.N.C.B. Holding par l'Etat belge, notamment l'article 8, § 2, 4^o alinéa;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 novembre 2006;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 9 novembre 2006

Vu l'attestation d'équité de l'actuaire (Conac) du 4 janvier 2007;

Vu l'avis 41.788/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 décembre 2006, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions et Notre Secrétaire d'Etat des Entreprises publiques et de l'avis de nos ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application de l'article 8 de l'arrêté royal du 28 décembre 2005 relatif à la reprise des obligations de pension de la S.N.C.B. Holding par l'Etat belge, la valeur actuelle est calculée à partir des facteurs actuariels suivants :

a) un taux d'intérêt réel de 3,34 p.c. par an;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2007 — 1293

[S - C - 2007/14099]

13 MAART 2007. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 8 van het koninklijk besluit van 28 december 2005 betreffende de overname van de pensioenverplichtingen van de N.M.B.S. Holding door de Belgische Staat

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmawet van 27 december 2005, inzonderheid op de artikelen 159 tot 161;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 december 2005 betreffende de overname van de pensioenverplichtingen van de N.M.B.S. Holding door de Belgische Staat, inzonderheid op artikel 8, § 2, 4^o lid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 november 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 9 november 2006;

Gelet op het billijkheidsattest van de actuaris (Conac) van 4 januari 2007;

Gelet op advies 41.78814 van de Raad van State gegeven op 20 december 2006, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordracht van Onze Minister van Pensioenen en Onze Staatssecretaris van Overheidsbedrijven en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van artikel 8 van het koninklijk besluit van 28 december 2005 betreffende de overname van de pensioenverplichtingen van de N.M.B.S. Holding door de Belgische Staat, wordt de actuele waarde berekend op basis van de volgende actuariële factoren :

a) een reële intrestvoet van 3,34 pct. per jaar;